

# « 565 militaires de la Sécurité civ

En exclusivité à « Sud Ouest », Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, annonce l'ouverture d'une nouvelle base de la Sécurité civile à Libourne (33) et l'installation à Mont-de-Marsan (40) de moyens aériens contre les incendies. Il s'exprime aussi sur les dernières affaires concernant la police et la future loi Immigration

Propos recueillis par Jefferson Desport

**Une nouvelle unité d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile (UIISC) va donc être installée à Libourne, en Gironde. Alors que d'autres villes – Mont-de-Marsan, Pau, Angoulême... – étaient candidates pour l'accueillir, pourquoi ce choix ?**

C'est une annonce importante : 565 militaires de la Sécurité civile et leurs familles vont s'installer à Libourne, en cœur de ville. L'État va investir 318 millions d'euros. Plusieurs critères ont été retenus : il n'y aura pas d'artificialisation des sols, car il s'agira de rénover des bâtiments existants ; Libourne est aussi à proximité d'axes routiers importants, d'une desserte SNCF et de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac. Comme l'avait annoncé Emmanuel Macron après les incendies de l'année dernière, il y aura bien une base de la Sécurité civile dans le Sud-Ouest. L'installation de Libourne viendra s'ajouter à celles de Nogent-le-Rotrou, Brignoles et Corte. Nous serons au rendez-vous du réchauffement climatique.

**Ces sapeurs-pompiers sont des militaires de l'armée de terre rattachés au ministère de l'Intérieur. Quelle sera leur mission ?**

Ils seront projetables à tout moment. Ils pourront apporter leur concours aux pompiers professionnels et volontaires face à des feux importants ou des catastrophes naturelles. Ils ont aussi la capacité de réaliser d'importants travaux de génie civil. Enfin, ils pourront être mobilisés à l'international.

**La base de Libourne a-t-elle vocation à accueillir en plus des moyens aériens, en particulier des Canadair ?**

Non, mais des moyens aériens pérennes seront installés dans le Sud-Ouest. J'ai appelé Geneviève Darrieussecq, la députée des Landes, pour lui dire que nous allons étudier l'installation de la seconde base aérienne de Sécurité civile à Mont-de-Marsan. Je me rendrai à son invitation dans les Landes à la fin du mois pour cela.

**Quel est le principe de cette base ? Accueillera-t-elle des Canadair, des hélicoptères ou des Dash ?**

Nous disposons aujourd'hui d'une seule et unique base à Nîmes. L'installation d'une « base fille » à Mont-de-Marsan permettra une intervention plus rapide dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Quant au nombre et aux types d'appareils concernés, nous y travaillons.

« Depuis le début de l'été, 9 731 hectares ont brûlé en France contre 46 302 au même moment l'an dernier »

**En attendant, des moyens aériens ont été prépositionnés en Gironde dès le début de l'été pour lutter contre les incendies. À mi-saison, quels sont les enseignements ?**

D'abord, j'ai tenu ma promesse sur les renforts aériens. Un hélicoptère bombardier d'eau, un Dash et quatre Air Tractor sont déployés en Gironde, ce qui n'était pas le cas l'année dernière. Depuis le début de l'été, 9 731 hectares ont brûlé en France, contre 46 302 au même moment l'an dernier. Cela représente une baisse de 79 % des surfaces brûlées. À ce jour,

nous avons enregistré 8 391 départs de feu, contre 15 198 à la même époque en 2022, soit une baisse de 45 %. Notre tactique est la bonne. Et nous allons continuer à mettre des moyens. À la rentrée, j'organiserai un grand cycle de conférences au ministère de l'Intérieur pour réfléchir aux enjeux du réchauffement climatique en termes de sécurité civile.

**Pour lutter contre les incendies, décision a été prise de renforcer les moyens aériens. Où en est-on ?**

En 2023, nous passerons de 37 à 40 hélicoptères bombardiers d'eau. Quatre ont déjà été achetés et tous les autres seront renouvelés. Pour les Canadair, l'objectif est de passer de 12 à 16. Deux ont déjà été achetés et nous seront prochainement livrés. Deux autres seront achetés. Et là encore, nous avons prévu le renouvellement de la flotte.

**Une brigade de gendarmerie spécialisée dans les feux criminels sera-t-elle créée en Gironde ?**

Je le rappelle : neuf feux sur dix sont d'origine humaine. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont tous criminels. Parmi les 200 brigades qui ouvriront en France, certaines seront spécialisées dans les atteintes à l'environnement. Et ce sera le cas dans les Landes et en Gironde.

**Par ailleurs, après le placement en détention provisoire d'un agent de la BAC de Marseille soupçonné d'avoir roué de coups un jeune homme, vous avez indiqué comprendre « l'émotion et la colère » des policiers. Le syndicat SGP-Police demande un statut particulier du policier mis en examen, excluant la détention provisoire des agents agissant en mission... Êtes-vous favorable à une telle requête ?**



Gérald Darmanin sera à Libourne aujourd'hui pour annoncer l'ouverture d'une base de la Sécurité civile.

ARCHIVES BERTRAND GUAY / AFP

Je l'ai dit aux policiers de France : je suis leur chef et je les soutiens. Comme l'immense majorité des Français, je suis du côté de la police nationale. Quand des policiers et des gendarmes ne respectent pas les règles de la République, il faut pouvoir les sanctionner. En même temps, je constate que

les policiers et les gendarmes prennent des risques tous les jours pour nous protéger. Après les émeutes, il faudrait plus les remercier et les encourager que leur faire des procès médiatiques. Beaucoup de choses peuvent être améliorées, comme la protection fonctionnelle pour les accompagner face aux frais

## La résurrection tant attendue des casernes de Libourne

Le site a connu plus de bas que de hauts depuis la fermeture, en 2009, de l'École des sous-officiers de gendarmerie

Un coup de massue. C'est ainsi qu'a été ressentie, fin 2008, l'annonce par la ministre de la Défense d'alors, Michèle Alliot-Marie, de la fermeture de quatre centres de formation de la gendarmerie nationale, dont l'École de sous-officiers (Esog) de Libourne. En juillet 2009, les militaires quittaient définitivement la caserne Lamarque.

Le sort de ce site de presque 7 hectares partiellement désaffecté, implanté en pleine ville, est longtemps resté incertain, son actualité fluctuant au fil de projets économiques nécessairement pharaoniques. La réhabilitation de cet ensemble articulé autour de bâtiments des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, aujourd'hui protégés au titre des Monuments historiques, se chiffre en effet en dizaines de millions

d'euros. Les compensations réclamées par la municipalité de Gilbert Mitterrand ne sont jamais venues, entretenant le sentiment de déclassement d'une commune alors à la peine. La nouvelle sous-préfecture inaugurée en 2014 dans son enceinte n'a été qu'une maigre consolation.

De nombreuses pistes ont depuis été explorées, jusqu'à la création d'une annexe décentralisée du centre Pompidou. Lancé en 2016, le projet de la Financière Vauban d'un projet hôtelier doté d'une école de gastronomie et d'un centre de congrès n'est pas arrivé à terme.

**L'option Ohayon**

L'homme d'affaires bordelais Michel Ohayon, porteur d'un projet de « Village des comp-

toirs », apparaît en 2021 comme l'homme providentiel. Ce vaste projet œnotouristique prévoyait une offre dédiée au luxe adossée à deux hôtels étoilés et à une gastronomie haut de gamme. Le PDG de la Financière immobilière bordelaise, au cœur de la tourmente depuis la liquidation de l'enseigne Camaïeu, affirmait toujours son intérêt sur le site.

La Ville de Libourne, qui a entrepris sa mue, porteuse d'un projet urbain ambitieux, a malgré tout commencé à regarder au-delà. L'engagement d'exclusivité les qui les liait jusqu'au 31 juillet 2023 n'a pas été prorogé. La voie est aujourd'hui libre pour l'Unité d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile (UIISC) voulue par l'État. Philippe Belhache



Les anciennes casernes sont pour l'heure en grande partie désaffectées. ARCHIVES PH. B. / « SUD OUEST »



# « Ils vont s'installer à Libourne »



## Les téléphones ont chauffé

Le maire de Libourne, Philippe Buisson, a connu une matinée difficile. Coulisses

En confirmant à « Sud Ouest » le choix de Libourne pour accueillir cette nouvelle base de la Sécurité civile et ses 565 militaires, Gérald Darmanin n'a pas fait que des heureux dans la région. Parmi les prétendants figuraient Pau, Mont-de-Marsan, Limoges, Agen et Angoulême, notamment. Et tous ont tenté d'obtenir gain de cause, en multipliant les coups de fil. Mais, pour la petite histoire, celui qui a passé la matinée la plus difficile a été le maire de... Libourne, Philippe Buisson.

En cause, un tweet malheureux de sa part, publié la veille à 20 h 30 : « Ça devrait être une formidable semaine pour Libourne ! Et pas seulement grâce à Festarts. À suivre... » Plutôt sibyllin, son propos était pourtant parfaitement compréhensible pour qui suit de près les dossiers de la ville. Mais, plus ennuyeux, Nathalie Delattre, la sénatrice de Gironde, a fini d'achever tout suspense en répondant, toujours sur Twitter : « En lien avec la visite de Gérald Darmanin », le tout assorti d'un clin d'œil...

« Je tiens à saluer le rôle de Florent Boudié »

Dès lors, plus de doute possible, Libourne avait été choisie. Sauf que les deux élus venaient de couper l'herbe sous le pied du ministre de l'Intérieur, qui avait sur son bureau un investissement lourd de 318 millions d'euros. Or, en la matière, il y a des politesses qu'on ne grille pas. Devant l'agacement provoqué par ces gazouillis intempestifs, Philippe Buisson, dont le téléphone et les oreilles ont chauffé, s'est fendu d'un SMS d'excuses auprès de Gérald Darmanin, craignant que ce dernier n'annule sa visite à Libourne ce mercredi matin et les annonces allant avec.

Dans l'interview accordée à « Sud Ouest », le ministre de l'In-



Philippe Buisson et Florent Boudié. ARCHIVES STÉPHANE KLEIN / « SO »

térieur ne s'est bien entendu pas attardé sur ces péripéties, mais il a tenu à « saluer le rôle de Florent Boudié », le député Renaissance du Libournais. De fait, le parlementaire girondin, réélu pour la troisième fois en 2022, a été l'une des chevilles ouvrières de ce projet. Rapporteur de la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi), il a œuvré en coulisses pour emporter la décision du gouvernement. Toutefois, Philippe Buisson n'est pas le seul à avoir eu des sueurs froides.

À Mont-de-Marsan, l'ex-ministre en charge du Handicap et ancienne maire de la ville, Geneviève Darrieussecq, nourrissait, elle aussi, beaucoup d'espoir dans ce projet. Certes, elle a choisi de faire bonne figure. Mais, selon nos informations, celle qui a été évincée du gouvernement en juillet aurait appelé Elisabeth Borne pour dire tout son mécontentement... Mais, hier soir, l'entourage de la Montoise démentait, tout en reconnaissant qu'elle avait « pesé pour son territoire ». À l'arrivée, elle n'a pas tout perdu, puisque Mont-de-Marsan a été retenue pour accueillir la seconde base aérienne de la Sécurité civile. Mais cette installation devrait être autrement moins structurante que le projet libournais. Si la bataille a donc été âpre en coulisses, c'est toute la région qui en ressort renforcée.

J. D.

d'avocats, de médecin... Sur l'anonymisation des procédures, je suis prêt à y travailler. Sur les autres propositions des syndicats, j'ai dit qu'on les étudierait. Mon souci, c'est de protéger les policiers dans leurs actions.

**Demain, l'appel du policier placé en détention provisoire à Marseille sera examiné. Craignez-vous un nouveau mouvement de colère des policiers s'il devait rester incarcéré ?**

Je ne commente pas les affaires

individuelles. Les policiers font un travail très difficile. Laissons la justice faire le sien, j'ai confiance dans les magistrats.

**Où en est le projet de loi Immigration ?**

Le texte a été déposé en Conseil des ministres et adopté en commission des lois au Sénat. Le gouvernement le remettra à l'ordre du jour en octobre au Sénat. Nous devrions avoir un texte en début d'année qui permettra de lutter fortement con-

tre l'immigration irrégulière et la délinquance des étrangers.

**Une majorité est-elle possible sur ce texte ?**

Oui. Je compte sur les LR pour qu'ils mettent de côté les calculs politiques. Je me suis entretenu avec Gérard Larcher, le président du Sénat, et je pense que nous avons des chances de trouver au Sénat et à l'Assemblée des gens attachés à l'intérêt général du pays.

## Dans les Landes, entre déception et satisfaction

Le président du Conseil départemental Xavier Fortinon s'avoue déçu. L'ex-ministre Geneviève Darrieussecq, elle, se dit plutôt ravie

Xavier Fortinon, président du Conseil départemental des Landes, ne cache pas sa déception à la suite de l'annonce de Gérald Darmanin : la nouvelle base de la Sécurité civile, qui devrait accueillir 565 militaires, verra le jour à Libourne et pas à Mont-de-Marsan, qui figurait sur la « short list ».

« Jusqu'à preuve du contraire, Libourne n'est pas située dans le massif des Landes de Gascogne. La ville est plutôt au cœur du vignoble bordelais. J'espère que des critères objectifs ont amené à ce choix... » sourit le socialiste.

Même son de cloche du côté du maire de Mont-de-Marsan, Charles Dayot. « Je suis très déçu. Notre dossier était le meilleur : proximité avec les départs de feu, culture militaire, deuxième piste la plus longue de France,

prix de l'immobilier intéressant pour les familles. En termes d'aménagement du territoire, on avait un beau rééquilibrage. Félicitations à Libourne mais, pour moi, c'est l'incompréhension. Visiblement, l'apport de la ministre n'a pas suffi, ou son poids n'est pas le même que celui du député de Libourne. »

**« Un choix argumenté »**

L'ex-ministre MoDem Geneviève Darrieussecq pense que « ce choix est argumenté ». Elle n'est « pas déçue », d'autant que les Landes vont obtenir un lot de consolation : l'installation d'une autre base de la Sécurité civile spécialisée dans l'accueil et la maintenance de moyens aériens, en soutien à la base de Nîmes. Une information livrée par Gérald Darmanin, qu'il devrait

confirmer fin août et pour laquelle les élus attendent des précisions. La Landaise dit avoir toujours « fait valoir les atouts de Mont-de-Marsan dans le cadre du déploiement de ces forces nouvelles. Nous sommes dans le massif forestier et nous avons l'avantage, avec la base aérienne, de disposer d'infrastructures aéroportuaires de qualité. Je suis ravie. J'attends la suite ».

Son collègue du Département ne veut pas polémiquer, même s'il attend des « assurances ». « Cela fait trop longtemps qu'on attend des moyens supplémentaires de lutte contre les incendies pour négocier sur cette annonce. Si la base militaire est utilisée comme « base fille » de Nîmes, ce sera une très bonne nouvelle. »

Odile Faure



Geneviève Darrieussecq à Mont-de-Marsan la semaine dernière avec les maires de Mont-de-Marsan et de Dax.

PHILIPPE SALVAT / « SUD OUEST »